



SAMEDI 20 JANVIER 2018

Merci à tous, merci à toutes les organisations qui ont appelé à participer massivement au rassemblement du Codef,

Merci à la presse locale qui a parfaitement relayé l'information auprès de la population,

Merci à tous les élus qui nous soutiennent et qui ont validé la pétition à l'attention de madame Buzyn.

Je voudrais vous rappeler deux points de cette pétition :

- **la demande d'apurement des dettes fiscale et sociale.**
- **le maintien de toute la chirurgie**

Concernant les dettes j'ai l'opportunité de vous donner des précisions.

Dettes fiscales et sociales : 18M€ ; origine : tutelle de l'IGAS 2009/2014 Métais.

>>>> l'IGAS, donc l'état en porte la responsabilité, raison de plus pour qu'il nous octroie une aide exceptionnelle pour l'éteindre purement et simplement.

Or il faut savoir que ce n'est pas la solution retenue par l'ARS. Dans une conversation récente avec monsieur Davigo, directeur à l'ARS, en charge de l'organisation des soins, celui-ci m'a informé que c'est un lissage de la dette qui a été programmée.....

Concernant la Chirurgie que le Copermo veut supprimer suite à aux propositions de l'ARS et ses trois scenarii.

Là aussi nous pouvons apporter quelques chiffres.

- **En 2016 : 6148 interventions**

- **En 2017 : 5630 interventions**

Dans notre GHT (Autun, Chalon, Montceau), seul Chalon pourra accueillir ces patients mais surement pas à hauteur en moyenne de 6000 interventions.

Nous avons bien dit GHT (Groupement hospitalier de territoire) c'est à dire service public de santé.

Emmanuel Vigneron professeur à l'université Montpellier-III nous dit dans son dernier ouvrage "L'hôpital et le territoire" :

"aujourd'hui avec les GHT on s'occupe plus du périmètre que du contenu...les GHT ne sont qu'une super structure de plus.... mais la santé ce n'est pas que l'hôpital...tous les jours on a besoin de généralistes, d'infirmières, de social aussi."

Oui du social nous en avons besoin mais la décision du Copermo c'est tout sauf du social. Si elle est confirmée la fermeture totale de la chirurgie constituera une catastrophe sanitaire et sociale

La politique territoriale est abandonnée au profit de la la finance au détriment de l'humain. Peu importe les dégâts directs ou indirects qu'une population de 105 000 habitants à + ou – 30 mn de notre hôpital devra subir par ces décisions iniques.

Quant aux urgences dont on nous dit que l'on n'y touchera pas, nous rappelons, outre notre mobilisation en 1995, que dès octobre 2014, l'ARS proposait "une réflexion sur l'organisation des urgences".

A ce jour, aucun écrit n'a remis en cause ce qui a été dit en décembre 2014.

Comment ce service sera-t-il organisé à Montceau ?

Sera-t-il ouvert H24 alors que dans des villes comme Clamecy et Tonnerre l'ARS va le fermer la nuit. Information diffusée au 13H de TF1 pas plus tard que ce mercredi, il y a donc 3 jours.

Tout cela nous l'avons écrit à madame Buzyn.

Et tous ensemble ce matin nous lui disons haut et fort :

S'il vous plait Madame la Ministre, il est temps de passer des écrits et des paroles aux actes,

Il est temps de passer des écrits, ceux du rapport de l'IGAS étudiant 15 ans de restructurations hospitalières, aux actes c'est à dire de tenir compte de toutes les conclusions de cette étude et notamment :

"L'implantation d'unités de chirurgie ambulatoire n'est pas une solution à banaliser.... si le développement de la chirurgie ambulatoire est une bonne chose, elle n'est pas une panacée, notamment pour les plus petits établissements confrontés à une faible activité.

La chirurgie ambulatoire n'est pas une alternative universelle de la chirurgie, comme ont tendance à la présenter ses défenseurs militants, surtout quand celle-ci est lourde et la patientèle défavorisée."

Il est temps madame la Ministre de reconnaître :

- la sociologie de notre bassin de vie, sa spécificité,
- que notre population que tout le monde s'accorde à qualifier de vieillissante et pas particulièrement favorisée a besoin d'une offre de soins adaptée à ses besoins,
- que cela passe par le maintien de toute la chirurgie au sein de notre CH, le site pivot de Chalon sur Saône ne pouvant faire face, seul, aux besoins en chirurgie conventionnelle évaluée annuellement à 6000 interventions dans notre CH.

Il est temps, madame la Ministre, de passer de vos paroles aux actes.

Vos paroles, Madame la Ministre, ce sont celles que vous avez tenues au journal Libération et dans lequel vous pointez les effets délétères des exigences de rentabilité induits par le système de financement des hôpitaux, la T2A.

Vos paroles, madame la ministre ce sont celles prononcées récemment à Rennes devant les étudiants et annonçant le retrait prochain de ce système.

Mais prochainement ça veut dire quoi ? Il est urgent madame la ministre de passer aux actes si vous voulez que l'hôpital ne soit plus considéré et gérer comme une entreprise.

Avec vous, nous affirmons que l'hôpital public n'est pas une entreprise, que la santé n'est pas une marchandise et que les orientations politiques antérieures et qui ont toujours cours sont antinomiques à la notion de service public de santé égalitaire et solidaire.

Ce samedi 20 janvier 2017 le Codef, les élus, les organisations syndicales de l'hôpital, le monde associatif, la population, en présence du député Raphaël Gauvain se sont rassemblés pour dire !

Non à la fermeture de la chirurgie

Malgré l'analyse motivée du Codef validée par 42 maires et leurs conseillers représentant 67 500 habitants, le ministère a tranché dans le sens de la finance au détriment de l'humain en détruisant l'offre de soins actuelle de notre CH.

Cette décision ministérielle constitue un véritable déni de démocratie. Elle est unanimement rejetée par tous.

Nous vous demandons de geler les décisions prises et de réétudier le dossier dans la perspective de l'abandon prochain

de la T2A et dans l'attente de réponse à notre demande d'apurement des dettes sociales et fiscales de notre CH.

Madame la Ministre, à partir d'aujourd'hui, vous allez recevoir beaucoup de cartes postales revendicatives, les manifestants ici rassemblés vont relayer cette forme d'action pour vous rappeler avec force que nous tenons à notre hôpital avec tous ses services et que nous continuerons sous des formes diverses à nous mobiliser en mettant l'humain au centre de nos préoccupations.

A toutes les forces vives du territoire, la porte du Codef est ouverte, nous ne savons pas si nous allons gagner, mais ce que nous savons, en général, ceux qui restent isolés ont déjà perdus ! le Codef n'est pas dans cette posture ! Merci de votre attention !

